

L'intensification de la répression sous prétexte de « lutter contre l'infiltration »

Le dimanche 16 août 2026, le Parlement iranien a approuvé, par 183 voix, les grandes lignes d'un projet de loi intitulé : « Lutte contre l'infiltration des services de renseignement ainsi que des États et institutions étrangers dans le pays ». Le projet comporte 19 articles et de nombreuses dispositions. Son champ d'application dépasse largement la lutte contre l'espionnage au sens traditionnel du terme.

Le projet de loi prévoit des restrictions et, dans certains cas, des sanctions pénales visant un large éventail de contacts scientifiques, médiatiques, professionnels et sociaux avec des institutions et des personnes à l'étranger. Les

► 2

Le conflit autour de la poursuite de la guerre ou de la reprise des négociations et d'un compromis

Alors que le régime de la République islamique a adopté une stratégie offensive à travers les récents décrets et les nominations de Mojtaba Khamenei, il est aujourd'hui confronté au plus grand défi de son existence, tant sur le plan intérieur que sur le plan international.

Dans le décret de nomination du nouveau commandant en chef des Gardiens de la révolution, il est explicitement question de « renforcer de manière continue et globale les capacités afin d'assurer une dissuasion maximale et une préparation adaptée à des opérations offensives puissantes contre l'ennemi ».

► 5



Dans ce numéro

- ♦ L'intensification de la répression sous prétexte de « lutter contre l'infiltration »
- ♦ Le conflit autour de la poursuite de la guerre ou de la reprise des négociations et d'un compromis

L'intensification de la repression...

contacts avec certains médias étrangers, la coopération avec des institutions scientifiques et universitaires étrangères ainsi que certaines relations avec des organisations internationales pourraient ainsi faire l'objet de mesures de la part de l'appareil sécuritaire. Toutefois, ce qui a été adopté le 16 août ne constitue que les grandes lignes du projet de loi. Il ne s'agit donc pas encore d'une loi en vigueur.

Le texte doit encore franchir plusieurs étapes d'examen, de discussion et de vote. Ses dispositions actuelles ne peuvent donc pas toutes être considérées comme définitives et juridiquement contraignantes.

Il est néanmoins important d'analyser ce projet et son orientation politique générale. Cela permet de comprendre les objectifs politiques du régime de la République islamique.

La question fondamentale est la suivante : pourquoi le régime de la République islamique engage-t-elle aujourd'hui cette nouvelle offensive législative ?

La justification officielle du régime est la lutte contre l'infiltration des services de renseignement, des États et des institutions étrangers.

Il ne fait aucun doute que les coups portés aux appareils militaire, politique et sécuritaire du ré-

gime de la République islamique pendant la guerre récente, ainsi que les activités de réseaux liés au Mossad, constituent l'un des prétextes avancés pour justifier ce projet de loi.

Mais réduire la question aux échecs sécuritaires du régime et aux activités des réseaux d'espionnage ne permet d'expliquer qu'une petite partie de la réalité.

La véritable réponse doit être recherchée dans la situation politique et sociale actuelle de l'Iran.

Une société traversée par une crise profonde

La société iranienne connaît de profondes transformations. Le potentiel de nouveaux soulèvements sociaux ne cesse de croître.

Depuis des années, une multitude de revendications économiques, sociales et politiques restent sans réponse.

La guerre, l'aggravation de la crise économique, l'inflation, la baisse du pouvoir d'achat, le chômage, la pauvreté et la répression politique s'accumulent.

À cela s'ajoutent la défiance envers l'État et un mécontentement profond qui se transforme de plus en plus en colère contre le régime de la République islamique.

Même si celui-ci tentait, par des réformes économiques et sociales limitées, d'atténuer une partie des effets de ces crises



Long live the class autonomy of the working class!

L'intensification de la repression...

chroniques et profondes, aucune issue véritable ne se dessine.

La combinaison de ces facteurs place la société dans une situation propice à de nouvelles explosions sociales et politiques.

Les mouvements de protestation peuvent surgir à différents moments et sous différentes formes. Ils peuvent entraîner dans la lutte différentes couches de la société, et en particulier la classe ouvrière et les autres couches laborieuses.

Dans cette perspective, le problème du régime de la République islamique ne se réduit pas à une menace extérieure ou à des réseaux d'espionnage.

Le problème fondamental est celui d'une société où les revendications insatisfaites se sont accumulées et où le potentiel de lutte s'est considérablement accru.

Dans ces conditions, le régime de la République islamique cherche à renforcer les instruments juridiques et sécuritaires nécessaires au contrôle de la société avant même une éventuelle extension des mouvements de protestation.

Dans ce processus, les frontières entre l'espionnage proprement dit, l'activité politique, le journalisme, le travail d'information, les relations professionnelles et l'opposition au régime deviennent de plus en plus floues.

Contrôler l'information, entraver l'organisation

Cette politique revêt une importance particulière pour les mouvements sociaux.

Aucun mouvement social ne peut rester indéfiniment enfermé dans des luttes dispersées et isolées localement.

La circulation des informations sur les grèves et les manifestations, la diffusion des images et des revendications, les liens entre les travailleurs de différents lieux de travail, la transmission des expériences de lutte et la construction de liens entre travailleurs, enseignants, retraités, étudiants et autres couches laborieuses dépendent toutes de la libre circulation de l'information et de moyens de communication indépendants.

La criminalisation de ces contacts peut donc viser, dans les faits, l'une des conditions matérielles indispensables à l'organisation et à l'extension des luttes sociales.

Il ne s'agit pas simplement de censurer certains médias, mais bien de verrouiller la circulation de l'information elle-même.

Or cette circulation est l'une des conditions essentielles de la solidarité, de la conscience collective et de l'organisation de la classe ouvrière et des autres couches exploitées.

Une question de classe

Du point de vue de classe, cette évolution ne peut être réduite à un simple conflit juridique sur les limites des pouvoirs de l'État.



L'intensification de la repression...

Face à une crise générale qui s'approfondit, le régime de la République islamique s'appuie de plus en plus, parallèlement à ses instruments économiques, sur la coercition et la répression de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

Lorsqu'un pouvoir est incapable de répondre aux revendications sociales et que le fossé qui le sépare de larges secteurs de la population ne cesse de se creuser, le contrôle de l'information, la restriction des communications et l'empêchement de la constitution de réseaux sociaux indépendants deviennent des instruments de la conservation du pouvoir.

Dans ce sens, l'invocation de la « sécurité nationale » sert avant tout de couverture à la préservation du pouvoir politique du régime.

Il ne s'agit donc plus seulement d'empêcher l'espionnage.

Il s'agit de créer une situation dans laquelle communiquer librement, développer une conscience politique, transmettre des informations et s'organiser de manière indépendante deviennent des activités toujours plus coûteuses et dangereuses pour les travailleurs et les autres couches populaires.

La crise du régime derrière le durcissement sécuritaire

Il existe certes un écart important entre l'adoption d'un projet de loi et sa mise en œuvre effective dans l'ensemble de la société.

Le projet n'en est encore qu'au stade de l'examen et de l'adoption de ses grandes lignes. Il doit encore franchir plusieurs étapes.

Mais même s'il venait à être définitivement promulgué, toute tentative d'en imposer l'ensemble des dispositions se heurtera à une impasse.

Le renforcement de l'appareil répressif ne peut en effet ni supprimer les causes profondes de la crise, ni faire disparaître la pauvreté, ni mettre fin à l'exploitation, ni empêcher durablement la résurgence des luttes sociales.

► 5



The Islamic Republic must be overthrown with a general political strike and an armed uprising!

L'intensification de la repression...

Pour la classe ouvrière et les classes laborieuses, l'enjeu dépasse le simple rejet de cette loi liberticide.

Il s'agit de défendre les conditions matérielles permettant aux travailleurs de prendre conscience de leurs intérêts collectifs, de communiquer et de s'organiser de manière autonome face à l'État et à ses appareils de sécurité.

Cela exige la défense de la liberté d'information, de la liberté d'expression, du droit d'association et du droit à l'organisation collective.

Ces libertés démocratiques sont indissociables de la lutte contre les structures qui reproduisent sans cesse la pauvreté, l'exploitation, la guerre et la répression.

La défense de ces droits n'est donc pas une revendication secondaire : elle constitue le cœur de la lutte de classe contre le régime de la République islamique et contre toutes les forces qui cherchent à maintenir les masses dans l'isolement et la division.

Le conflit autour de la poursuite

Mais le contexte a désormais profondément changé.

Le blocus naval et les sanctions économiques imposés par Trump ont des conséquences dévastatrices. L'insolvabilité financière de l'État ne peut plus être dissimulée. L'économie est profondément désorganisée. L'inflation s'emballe.

Le poids de la guerre, du blocus, des sanctions et de la hausse des prix repose sur les épaules des classes laborieuses. Il est devenu insupportable. Même certains hauts responsables et dirigeants du régime ne cachent plus leur crainte de voir exploser la colère populaire et se multiplier les mobilisations de masse.

Une fois encore, les voix qui réclament des négociations et un compromis avec les États-Unis se font plus fortes. Elles s'opposent à ceux qui défendent la poursuite de la guerre et de nouvelles opérations militaires. Des appels ouverts se font désormais entendre en faveur du retour aux négociations, d'un nouvel accord et de la fin de la guerre.

La situation se retourne contre la République islamique

Le rapport de force s'est désormais retourné contre le régime. Rien n'indique que Trump soit

Le conflit autour de la poursuite

disposé à accepter le cadre de l'accord précédent.

La situation autour du détroit d'Ormuz, ainsi que sa fermeture temporaire par le régime de la République islamique, a également évolué. Les États pétroliers du golfe Persique ont trouvé des itinéraires alternatifs permettant de transporter une partie de leurs exportations de pétrole.

Certains pétroliers ont repris leur passage par la partie sud du détroit d'Ormuz sous la protection de la marine américaine.

Le régime de la République islamique lui-même se retrouve ainsi dans une impasse. Dans le contexte du blocus naval, il n'est plus en mesure d'exporter et de vendre suffisamment de pétrole sur le marché mondial. En quelques semaines seulement, il a déjà perdu plusieurs milliards de dollars de recettes.

Le blocus naval a également compliqué le transport des marchandises par les corridors terrestres. Dans ces conditions, le ministre des Affaires étrangères de la République islamique a de nouveau intensifié ses contacts avec le Pakistan et d'autres intermédiaires politiques. L'objectif pourrait être de trouver une voie permettant de reprendre les négociations avant l'entrée en vigueur des sanctions secondaires de Trump.

L'isolement international du régime

La question décisive est toutefois la suivante : le gouvernement américain peut-il réellement contraindre tous les États du monde à se soumettre à ses sanctions secondaires ?

Dans ce contexte, ce n'est pas uniquement la puissance politique et économique de l'impérialisme américain qui est déterminante. Plus important encore est l'isolement international de l'Iran. C'est précisément cet isolement qui permet au gouvernement américain de poursuivre une telle politique.

Même les relations de l'Iran avec ses États voisins sont au plus bas. La Turquie et le Pakistan pourraient ouvrir leurs frontières terrestres aux importations et aux exportations iraniennes. Cependant, il est probable qu'ils soutiendront la position américaine en fonction de leurs propres intérêts.

Malgré ces pressions, la Russie sera probablement le seul pays à refuser de se conformer aux sanctions imposées par le gouvernement américain. Mais le volume des échanges commerciaux entre la Russie et la République islamique reste très faible. Ces échanges ne peuvent donc pas modifier fondamentalement la situation du régime iranien.

Sur les 110 milliards de dollars d'échanges com-



Long live freedom — long live socialism!

Le conflit autour de la poursuite...

merciaux réalisés par la République islamique l'année dernière, seuls 4,7 milliards de dollars concernaient les échanges avec la Russie.

La Chine entretient elle aussi d'importantes relations commerciales avec la République islamique. Mais si ses relations économiques beaucoup plus importantes avec les États-Unis venaient à être menacées, la Chine finirait elle aussi par réduire le volume de ses échanges économiques avec l'Iran.

En 2024, la valeur des importations iraniennes en provenance de Chine s'élevait à 18 milliards de dollars, tandis que les exportations iraniennes vers la Chine atteignaient environ 14,5 milliards de dollars.

Dans le même temps, les Émirats arabes unis ont eux aussi suspendu leurs relations avec la République islamique. Avec un volume d'échanges d'environ 28 milliards de dollars, les Émirats constituaient le principal partenaire commercial et financier de l'Iran.

Le ministère des Affaires étrangères des Émirats arabes unis a déclaré la semaine dernière :

« L'ensemble des échanges commerciaux et des transactions financières avec l'Iran sont suspendus jusqu'à nouvel ordre. »

La crise économique s'aggrave

Dans ces conditions, l'économie de la

République islamique, déjà profondément désorganisée par le blocus naval, se dégradera de manière spectaculaire lorsque les nouvelles sanctions de Trump entreront en vigueur. Ces sanctions équivaldront en pratique à un blocus terrestre.

Certes, la République islamique a déjà été soumise à des sanctions dans le passé. Mais la situation est aujourd'hui fondamentalement différente.

Dans le passé, l'Iran n'a jamais été soumis à un blocus complet. Le régime pouvait donc exporter et vendre son pétrole par différents canaux. Aujourd'hui, ce n'est plus possible.

La survie de tout État rentier fondé sur les revenus pétroliers dépend de ces recettes. Lorsque ces revenus disparaissent, l'existence même d'un tel régime est menacée.

Le régime de la République islamique se trouve ainsi face à un dilemme fondamental. D'un côté, il perd sa principale source de revenus et, avec elle, une base essentielle de son existence politique. De l'autre, les conflits internes au sein de la classe dominante se sont considérablement aggravés.

Dans ces conditions, deux possibilités s'offrent essentiellement au régime :

Soit il tentera, au moins provisoirement, d'échapper au piège des sanctions et du blocus en accordant de nouvelles concessions au gou-



Le conflit autour de la poursuite...

vernement américain.

Soit il se lancera, après une purge interne et une consolidation du pouvoir, dans une nouvelle aventure militaire.

Mais dans les conditions actuelles de crise économique et financière, d'isolement politique et de mécontentement croissant des masses, une telle entreprise se retournerait inévitablement contre le régime lui-même.

Que signifie cette situation pour les classes laborieuses en Iran ?

Deux États réactionnaires et bellicistes ont fait peser sur les classes laborieuses le coût de la guerre et des sanctions. Rester passif face à cette évolution serait catastrophique.

La seule issue réside dans une révolution qui balaie le pouvoir de la République islamique, mette fin à la guerre et permette aux masses laborieuses et opprimées, organisées en conseils, de prendre elles-mêmes leur destin en main.

Cette tâche incombe avant tout à la classe ouvrière iranienne.

C'est elle qui est capable de construire une lutte organisée. Elle peut organiser une grève générale et conduire les masses organisées vers une révolution sociale.



L'Organisation des Fedayin (Aghaliyat) est une organisation communiste qui lutte pour le renversement du capitalisme et l'instauration d'une société communiste.

L'Organisation des Fedayin (Aghaliyat) lutte pour une société sans classe dans laquelle toutes sortes d'exploitation, de répression, d'exclusion, d'inégalités sociales et de tyrannie seront supprimées. Cela sera une société où tous ses membres vivront libres et égaux. Ils seront dans le bien-être et bonheur pour pouvoir faire épanouir leurs talents.

Le but immédiat de l'Organisation des Fedayin (Aghaliyat) est le renversement de la République islamique et l'édification d'un Etat des conseils des ouvriers et des travailleurs en Iran.

L'Etat soviétique est la démocratie la plus conséquente et la plus entière. Il établira les libertés politiques les plus vastes et les plus complètes et après avoir concrétiser les revendications démocratiques et sociales générales commencera les changements socialistes.

Vive le socialisme

Contact

The Organisation of Fadaian (aghaliyat)

info@fadaian-minority.org

<https://fadaian-minority.org/index.php/french/>